

Zoom sur ...

... le rapport annuel de [Transparency international sur la perception de la corruption dans le monde](#) (180 pays classés)

Le classement est effectué à partir d'un indice de perception de la corruption calculé à l'aide d'enquêtes réalisées auprès d'hommes d'affaires, d'analystes de risques et d'universitaires résidant dans les pays ou à l'étranger.

Cette édition confirme le mauvais classement général des pays africains – notamment de la région subsaharienne – qui en moyenne ont un score de 32,2 sur une échelle allant de 0 (pays extrêmement corrompu) à 100. Ce score est en-dessous de la moyenne mondiale qui est de 43,1.

- En l'occurrence, les deux pays les plus mal classés sont africains : le Soudan du Sud (178^{ème}) et la Somalie (180^{ème}). Le premier pays du continent arrive à la 28^{ème} place mondiale à savoir les Seychelles avec un score de 66. Il est suivi par le Botswana (34^{ème} rang mondial, avec un score de 61), du Cap-Vert (45^{ème}), du Rwanda (48^{ème}) et de la Namibie (53^{ème}).

Comparée à l'édition précédente,

- les meilleures performances africaines ont été enregistrées dans les pays suivants** : la Gambie (+37 places, 93^{ème} au rang mondial), l'Egypte (+12, 105^{ème}), les Seychelles (+8, 28^{ème}), l'Erythrée (+8, 157^{ème}), le Maroc (+8, 73^{ème}), l'Algérie (+7, 105^{ème}) et la Centrafrique (+7, 149^{ème}).
A noter en Afrique de l'Ouest, la belle performance a été enregistrée par la Guinée (+10, 138^{ème}). Suivent : le Cap-vert (+3, 45^{ème}), le Ghana (+3, 78^{ème}), le Libéria (+2, 120^{ème}), le Mali (+2, 120^{ème}) et le Nigéria (+4, 144^{ème}).
- les mauvaises performances africaines viennent** du Burundi (-13 places, 170^{ème}), de la Zambie (-9 places, 105^{ème}), du Mozambique (-5, 158^{ème}).
En Afrique de l'Ouest, à noter également le recul du Togo (-16, 117^{ème}), du Burkina Faso (-4, 78^{ème}), du Niger (-2, 114^{ème}) et de la Côte d'Ivoire (-2, 105^{ème}).

En revanche, le rapport Transparency souligne, parmi les plus belles progressions des pays africains sur la période 2012-2018 en termes de note, la progression de la Côte d'Ivoire (+6 points) et du Sénégal (+9 points).

Pays	Score 2018 (sur 100)	Rang mondial (sur 180)	Rang africain (sur 54)	Evolution par rapport à 2017
Cap-Vert	57	45	3	↑ 3
Sénégal	45	67	8	↑ -1
Ghana	41	78	12	↑ 3
Burkina Faso	41	78	13	→ -4
Bénin	40	85	15	↓ 0
Gambie	37	93	17	↑ 37
Cote d'Ivoire	35	105	21	↑ -2
Niger	34	114	23	↑ -2
Libéria	32	120	25	↓ 2
Mali	32	120	27	↑ 2
Sierra Leone	30	129	30	↑ 1
Togo	30	129	31	↓ -12
Guinée	28	138	32	↓ 10
Nigéria	27	144	34	↓ 4
Mauritanie	27	144	36	↓ -1
Guinée-Bissau	16	172	52	↓ -1

Mémoire d'entente Niger-Bénin pour la construction d'un oléoduc

[Un MoU \(mémoire d'entente\) a été signé le 23 janvier 2019 entre les parties nigérienne et béninoise](#) pour la construction d'un oléoduc reliant les champs pétrolifères d'Agadem (Niger) au port autonome de Cotonou (Bénin). La compagnie chinoise CNPC (China National Petroleum Corporation) est détentrice depuis 2011 d'un contrat d'exploitation lui permettant de produire 20 000 barils de pétrole brut par jour et espère porter sa production à 110 000 b/j à l'horizon 2021. Avec la récente découverte d'un nouveau puit pétrolier qui restera sous le giron de la CNPC et les perspectives de construction d'un oléoduc qui dépendent dorénavant de l'obtention d'accords bilatéraux sur le financement de l'étude de faisabilité et la constitution d'une société de transport, le pétrole nigérien deviendrait davantage compétitif sur le marché international. A noter que ce MoU entre en concurrence avec celui déjà signé avec la partie camerounaise pour un oléoduc qui transiterait par le Tchad.

Ouverture de nouveaux magasins par CFAO en 2019

Le directeur général de CFAO Retail, Jean-Christophe Brindeau, a informé le magazine français LSA que le groupe CFAO envisageait d'ouvrir une dizaine de magasins « Supeco » (enseigne discount) en 2019. [L'ouverture des magasins sera répartie entre le Sénégal, le Cameroun et la Côte d'Ivoire pour un investissement total de 30 M EUR.](#)

BURKINA FASO

Appuis confirmés de la Chine au secteur de la santé au Burkina Faso

Après le rétablissement de la coopération Pékin-Ouagadougou en mai 2018, la Chine a envoyé la première mission médicale chinoise au Burkina Faso en juillet 2018, puis signé un protocole d'accord avec le Burkina Faso le 30 octobre 2018 à Ouagadougou. D'ores et déjà, une équipe de dix professionnels chinois de la santé s'est installée au Burkina pour apporter son expertise au Centre hospitalier universitaire de Tengandogo (CHU-T) et au Centre hospitalier régional (CHR) de Koudougou. Le champ de coopération médical est composé de quatre volets dont le premier concerne le développement des infrastructures sanitaires parmi lesquelles la construction d'un nouveau CHU à Bobo-Dioulasso, la rénovation du CHR de Koudougou et le renforcement du CHU de Tengandogo. Le 2^{ème} volet porte sur l'équipement, le 3^{ème} sur les ressources humaines et le 4^{ème} sur la santé.

CAP-VERT

Forte hausse des exportations en 2018 (+44,3% en g.a.)

[Selon l'Institut national des statistiques, les exportations du pays ont augmenté de 44,3% en 2018 par rapport à 2017 pour atteindre 7,1 Mds CVE \(64 M EUR\)](#), et les réexportations de 13,7%, à 23,8 Mds CVE (210 M EUR) alors que les importations ont diminué de 1,2% pour s'établir à 76,3 Mds CVE (690 M EUR). Le déficit commercial a diminué de 4,3% en g.a., à 62 M EUR (3,8% du PIB) et le taux de couverture a augmenté de 3 pts de pourcentage. L'Europe reste le principal client du Cap-Vert, absorbant 95,5% de ses exportations, l'Espagne représentant 78,4% des exportations du pays et le Portugal 16,6%. Les exportations de préparations et conserves de poissons représentent 60,9% des exportations du pays et les poissons, crustacés et mollusques 18,1%, devant le textile (8,9% du total). L'Europe est le principal fournisseur du pays, représentant 78% du total des importations en 2018. Le Portugal est en tête des fournisseurs avec 40,6% des importations, suivi de l'Espagne (13,9%). Le pays importe principalement des carburants (12% du total), des réacteurs et chaudières (7,7%) et des machines et moteurs (6,8%).

Dénouement de l'affaire de la SAF-Cacao

[L'entreprise Société agricole du Café-Cacao a obtenu le rachat de la SAF-Cacao pour un montant de 165 Mds FCFA \(251 M EUR\)](#). Ce montant comprend un fonds de roulement de 15 Mds FCFA (22,9 M EUR) et 150 Mds (228 M EUR) à verser sur 10 ans. Entreprise dirigée par Nicolas Djibo, le maire de Bouaké, elle a été agréée lundi 28 janvier en qualité d'exportateur par le Conseil Café Cacao pour la campagne 2018/19. 3^{ème} entreprise ivoirienne du secteur avant sa liquidation en juillet 2018, la SAF-Cacao achetait 200 000 t de cacao par an soit 10% de la production, et était le plus gros exportateur de cacao de l'Ouest du pays. Fragilisée depuis la campagne 2016/17, elle avait contracté des dettes envers une dizaine de banque et le Conseil Café Cacao.

Lancement du projet de stimulation de la filière anacarde

Le projet de Promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde (PPCA) a été lancé le janvier. D'un montant de 107 Mds FCFA (16,3 M EUR) financé par la Banque Mondiale, il vise la [stimulation de la filière à travers 3 axes d'intervention : la transformation, l'amélioration de la productivité et de la qualité, la structuration de la filière](#). Dans le cadre du développement de la transformation, la création de 4 parcs industriels est prévue dans le Nord, le Centre et l'Est du pays. Le projet permettrait la création de 440 000 emplois dont au moins 60% pour les femmes. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le 1^{er} producteur mondial d'anacarde avec 711 238 t en 2017 mais moins de 15% sont transformés localement.

Lancement des activités de Biogaran

Le laboratoire français spécialisé dans les produits pharmaceutiques génériques a procédé au lancement officiel de ses activités le jeudi 24 janvier. L'entreprise commercialisera 14 médicaments génériques, dont 11 sont qualifiés d' « essentiels » par l'Organisation mondiale de la santé. [La firme a annoncé la mise sur le marché prochaine d'autres médicaments](#) afin de renforcer sa gamme. Biogaran souhaite rendre accessible aux Ivoiriens des médicaments génériques de qualité, importés de France et à un prix abordable. Le laboratoire veut ainsi participer à endiguer le fléau des faux médicaments.

Construction de deux aéroports à Kong et Séguéla

Dans le cadre de sa politique d'amélioration des infrastructures aéroportuaires, le ministère des Transports a annoncé que [le gouvernement prévoyait de réaliser deux nouveaux aéroports à Kong et Séguéla](#). Il a également été précisé que les aéroports des villes de Man, d'Odienné, de Korhogo, de Bouaké, de San Pedro et de Yamoussoukro seraient réhabilités. Aucun calendrier n'a été annoncé.

Eau potable : nouvelles annonces du gouvernement

Le ministre de l'Hydraulique, Laurent Tchagba, a fait un bilan de son secteur. Il a indiqué que 80% des Ivoiriens bénéficiaient d'un accès à l'eau potable à ce jour. Le ministre a également annoncé une amplification du Programme Eau Pour Tous. Le gouvernement souhaite réhabiliter 21 000 pompes villageoises avec des solutions automatiques solaires, et construire 200 châteaux d'eaux dans tout le pays. Enfin, le ministre a informé qu'il travaillait à régler les problèmes de canalisation affectant la population d'Abobo à Abidjan, avec l'appui de bailleurs de fonds et notamment l'Espagne.

GAMBIE

Le secteur des nouvelles technologies génère 15,8 M EUR de recettes fiscales en 2018

Selon le ministre des Technologies de l'information et de la communication, ce secteur a généré 900 M dalasis (15,8 M EUR) de recettes fiscales en 2018, soit un des premiers secteurs générateur de recettes fiscales dans le pays. Intervenant lors de l'inauguration de l'Institut indien de technologies de Banjul, le ministre a appelé la jeunesse gambienne à investir dans les nouvelles technologies, et a affirmé que l'Etat gambien investirait plus dans des formations spécialisées dans ce secteur.

GUINEE

Appui de l'AFD à l'Agence nationale de financement des collectivités (ANAFIC)

[L'Ambassadeur de France et le ministre guinéen des Finances ont signé le 25 janvier 2019, une convention de financement d'un montant de 10 M EUR.](#) Ce financement permettra d'accompagner le gouvernement dans l'opérationnalisation de la décentralisation (renforcement des capacités des administrations déconcentrées et décentralisées) et la mise en place de l'Agence nationale de financement des collectivités. En particulier, une partie de ces fonds sera affectée aux financements inclusifs des Programmes annuels d'investissements (PAI) proposés par les collectivités locales conformément à l'accord de Paris.

3 000 km de fibre optique déjà installés

[Selon le ministre des Télécoms et de l'économie numérique, la Guinée dispose à ce jour de 3 000 km de fibre optique, contre une prévision initiale de 4 500 km.](#) Le ministre précise que l'avènement de la fibre optique a permis de réduire le coût de la connexion à l'international et d'accroître la capacité d'accès à l'internet. La Guinée est ainsi passée d'un débit de moins de 5 kilobits à 87 kilobits. L'accent est pour l'instant mis sur l'interconnexion de toutes les préfectures et quelques grandes agglomérations. Une fois cette étape franchie, des privés pourront s'installer et investir pour atteindre les ménages.

Une inflation de 9,9% à fin décembre 2018

L'institut national de statistiques a publié les chiffres de l'inflation pour le mois de décembre 2018. L'inflation a légèrement progressé pour s'établir à 9,9% en glissement annuel à fin décembre (contre 9,8% au cours des deux précédents mois). Les principales fonctions de consommation qui ont soutenu cette hausse modérée sont les suivantes : (i) produits alimentaires, boissons et tabac (+0,8%), (ii) habillement (+0,6%), (iii) loisirs, spectacles et culture (+0,3%), (iv) ameublement (+0,5%) et (v) hôtels et restaurants (+2%). A noter que ce niveau d'inflation est légèrement supérieur à celui projeté en décembre par le FMI (9,6%). Pour 2019, le Fonds table sur une inflation de 8,6% en fin de période.

MALI

1^{er} anniversaire du partenariat entre les compagnies aériennes AIGLE AZUR et CORSAIR

L'évènement s'est tenu le 28 janvier dernier, en présence du ministre malien des Transports et de celui de l'Artisanat et du Tourisme. Pour rappel, l'accord opérationnel et commercial entre Aigle Azur et Corsair a été lancé en novembre 2017 à Bamako. [Il porte sur une coopération étroite sur la ligne Paris/Orly et Bamako/Modibo Keita. Il prévoit une fréquence journalière à partir de l'été 2019.](#) En un an, Aigle Azur et Corsair ont transporté près de 60 000 passagers. L'accord prévoit également l'augmentation de l'offre en sièges (+12,5% pour Aigle Azur et +47% pour Corsair). A noter que la capacité de fret aérien doit aussi à terme, enregistrer une hausse en faveur des échanges commerciaux entre la France et le Mali.

Canal+ et Galaxie Africa (structure de production audiovisuelle) apportent une assistance technique aux journalistes de la télévision nationale malienne

Canal+ a organisée du 14 au 25 janvier 2019 à Bamako, une formation sur les métiers de l'audiovisuel, dispensée par la société de production audiovisuelle Galaxie Africa. Pour mémoire, celle-ci produit et réalise l'émission « Réussites », le magazine économique diffusé sur Canal + Afrique. A travers ce partenariat, au profit des journalistes de l'Office de radiodiffusion télévision du Mali (ORTM), les deux structures françaises entendent promouvoir la créativité et améliorer la qualité des programmes audiovisuels de la chaîne nationale.

MAURITANIE

Adoption par le Parlement de la convention relative à la consolidation de la dette de l'État sur les livres de la BCM

La convention s'inscrit dans le cadre de l'assainissement du bilan de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM). Les sommes de créances de l'Etat sont estimées à 189,9 Mds MRO (454 M EUR), réparties entre : des créances à régulariser (36 Mds MRO ; 86,8 M EUR) et les créances issues de la convention entre l'Etat et la BCM de 2013 d'un montant de 152,9 Mds MRO (368,5 M EUR).

Hausse des exportations au cours du 3^{ème} trimestre 2018 (+10,5% en g.a.)

Selon l'Office national des statistiques (ONS), les échanges commerciaux de la Mauritanie avec le reste du monde au terme du troisième trimestre 2018 sont évalués à 43 Mds MRU (1 Md EUR), enregistrant une baisse de 22% par rapport au trimestre précédent mais une hausse de 7,8% sur un an. Les exportations mauritaniennes ont augmenté de 10,5% en g.a. Elles sont composées à 60% de produits de la pêche (282 M EUR, +44% en g.a.), à 18% de minerai de fer (86 M EUR, -22% en g.a.) et 12% d'or (58 M EUR, -21% en g.a.). La Chine est le premier client du pays, absorbant 26% de ses exportations totales et 77,5% des exportations de fer, suivie de l'Espagne (17%). Les importations totales du pays atteignent 561 M EUR au troisième trimestre. Elles sont composées essentiellement de produits pétroliers (40,5% du total, +32% en g.a.), de biens d'équipement (20%) et de produits alimentaires (16%). Le premier fournisseur de la Mauritanie sont les Emirats arabes unis (17,3%) suivis de l'Espagne (13,6%), de la Belgique (10,9%) et de la Chine (10,5%). La France a une part de marché de 5,2% dans les importations mauritaniennes.

Le Maroc, premier investisseur africain en Mauritanie

[Les investissements marocains touchent divers secteurs : les télécoms \(notamment avec Maroc télécom\), les banques \(Attijari bank\), l'agriculture \(groupe Elite Agro et CID\), l'électricité \(CEGELEC\), l'eau et l'assainissement.](#) Des investisseurs marocains sont aussi présents dans le domaine de la cimenterie (Cimenterie du Sahel, 31 M EUR d'investissement). Au niveau de la zone franche de Nouadhibou, les entreprises marocaines conduites par UNIMER forment la deuxième communauté étrangère, avec 40 M EUR d'investissement. Selon l'ONS, les échanges commerciaux entre le Maroc et la Mauritanie au cours du 3^{ème} trimestre de 2018 s'élèvent à 17,6 M EUR.

Mines : l'uranium d'Aura Energy de Tiris trouve acquéreur

La future production d'uranium du site de Tiris (Nord de la Mauritanie) serait vendue à l'entreprise britannique Curzon Uranium Trading, a ainsi annoncé la compagnie australienne Aura Energy. L'accord porterait sur la vente de 800 000 livres d'oxyde d'uranium (U3O8) au prix de 44 USD/lb, sur une période de 7 ans, avec un supplément optionnel de 1,8 million de livres, qui serait mise à la disposition de l'acheteur. Aura Energy doit achever prochainement l'étude de faisabilité du projet Tiris. Le site, évalué à 65 millions de pounds, devrait entrer en production courant 2020.

Hydrocarbures : Shell signe une convention avec la Mauritanie

La convention porte sur l'octroi d'un permis de recherches techniques dans les zones inexplorées du bassin côtier mauritanien. Pour mémoire, Shell avait obtenu en juillet dernier, deux contrats d'exploration-production (CEP) sur l'offshore du bassin côtier mauritanien, avec une participation

de 90%. La Société mauritanienne des hydrocarbures et de patrimoine minier (SMHPM) y détiendrait une participation de 10%.

NIGER

Le pays décide de marquer ses produits pétroliers pour lutter contre la fraude et accroître ses recettes fiscales

Afin de sécuriser les recettes fiscales issues de ce secteur et de lutter contre la fraude, le Niger a décidé de marquer ses produits pétroliers destinés à la consommation nationale. Pour la mise en place de ce système, un contrat de marquage a été signé le 29 janvier 2019 entre le ministère des Finances et le groupement suisse formé par Bureau Veritas GSIT et SICPA SA. A travers ce contrat, les autorités entendent lutter contre les fraudes, le frelatage, le stockage illicite, les fausses exportations, les détournements de destination et les importations frauduleuses de produits pétroliers dans le pays.

Le secteur du transport nigérien bientôt encadré par une autorité de régulation

Le Niger vient de se doter d'une Autorité de régulation du secteur des transports (ARST) qui aura en charge le contrôle des sous-secteurs du transport routier, ferroviaire, fluvial et maritime. Cette instance vient en remplacement de l'Autorité de régulation multisectorielle (ARM) qui avait été créée en 1999 pour réguler les activités des télécommunications, postes, de l'eau, de l'énergie et des transports. L'ARM avait été dissoute il y a quelques années afin de créer des autorités de régulation pour chaque secteur.

Une campagne agricole 2018 excédentaire

La campagne agro-sylvo-pastorale 2018 a enregistré un excédent céréalier de 721 430 t et fourrager de plus de 3,5 Mt de matières sèches. Cependant 648 858 personnes était en situation de vulnérabilité alimentaire en décembre 2018 avec une menace de doublement de ce chiffre pendant la période de soudure. Ainsi le gouvernement a annoncé que 165 000 t de toutes céréales confondues, 2 600 t de sucre seront mobilisés au titre des stocks de sécurité alimentaire destinés à la distribution gratuite. En outre, 10 000 t de céréales seront mobilisées pour renforcer la disponibilité en aliment pour bétail.

Chute des ventes d'oignons due aux inondations

[Les inondations survenues dans la région d'Agadez sont à l'origine d'une chute de la production](#) entraînant des prévisions de vente à 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) contre 8 à 9 Mds FCFA (12 à 14 M EUR) les années précédentes. Il est destiné au marché national, où il est consommé en zone urbaine avec 3,3 kg/an en moyenne par personne contre 1,1 kg/an en zone rurale, et à l'exportation vers le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Bénin hissant le Niger au 1^{er} rang des exportateurs d'Afrique occidentale. 2^{ème} source de revenu d'exportation, la filière est un pilier économique, de la fourniture d'intrants à la production.

SENEGAL

Adoption de la loi de règlement 2017

[Les députés sénégalais ont adopté le 25 janvier, la loi de règlement de la gestion 2017, soit un an après la fin de l'exercice budgétaire. Une première, en termes de célérité, pour un pays membre de l'UEMOA.](#) Selon Amadou Ba, le ministre de l'Economie, des finances et du plan, le Sénégal n'aurait jamais atteint un niveau de transparence aussi élevé dans la gestion des finances publiques. Le document fait remarquer que sur la gestion 2017, les résultats de l'exécution du budget général affichent un excédent de recettes sur les dépenses d'un montant de 322,9 Mds FCFA (492 M EUR) quand les comptes spéciaux du Trésor dégagent un excédent de dépenses sur les recettes d'un montant de 6,2 Mds FCFA (9,5 MEUR). Pour l'exercice 2017, sur une prévision de 3 359 Mds FCFA (5 Mds EUR) de recettes, les recouvrements ont été réalisés à hauteur de 3 647,7 Mds FCFA, soit 5,6 Mds EUR (+109%). Sur une prévision de 3 359,9 Mds FCFA (5,1 Mds EUR) de dépenses, auxquels s'ajoutent 50,6 Mds FCFA (77 M EUR) de reports de crédit d'investissement de

2016 sur 2017, les autorisations budgétaires ont été presque qu'entièrement utilisées (97,5% d'absorption).

Réformes UEMOA, le Sénégal a enregistré un taux de 75,5% en 2018

[La revue annuelle des réformes, politiques, projets et programmes de l'UEMOA au Sénégal pour l'année 2018 s'est tenue le 29 janvier, à Dakar](#) en présence du ministre de l'Economie, des finances et du plan, Amadou Ba, et du président de la commission de l'UEMOA, Abdallah Boureïma. Les conclusions de l'évaluation (portée sur 116 réformes et 15 projets et programmes) ont montré qu'au Sénégal, le taux d'exécution des réformes est passé de 71,1% à 75,5% entre 2017 et 2018, soit une progression de 4,4 points et que le taux moyen d'exécution est passé de 57% à 64%, soit une progression de 7 points sur cette période. Ces chiffres mettent en lumière l'apparition d'une tendance positive marquée par (i) le taux de croissance passé de 3,5% en 2014 à 7,2% en 2017, avec un maintien depuis 2015 et une continuité pour 2018 et 2019 ; (ii) la prépondérance du secteur réel (agriculture) dans les composantes qui portent la croissance et un taux de pression fiscale supérieur à 20% en 2017 ; et (iii) la contribution du Sénégal à l'animation du marché commun, par la qualité de ses exportations dans les pays de l'Union.

Les SFD autorisés à faire de la finance islamique

Les députés ont adopté à l'unanimité le projet de loi portant sur la réglementation des systèmes financiers décentralisés (SFD). La précédente loi ne comportait pas de dispositions spécifiques permettant à ces institutions de proposer exclusivement ou à titre principal, des produits reconnus comme relevant de la finance islamique. L'ouverture de la microfinance aux opérateurs de finance islamique devrait contribuer à l'élargissement de l'accès des populations à une gamme de services financiers plus large, répondant ainsi aux besoins de l'ensemble de la clientèle potentielle de l'UEMOA.

TOGO

Remaniement ministériel

[Le Président Faure GNASSINGBE a procédé le 24 janvier 2019 au premier remaniement ministériel de son troisième mandat \(2015-2020\)](#). Le premier ministre Komi Selom KLASSOU a été reconduit à la tête d'un gouvernement qui comprend dorénavant 26 membres dont 12 nouveaux entrants. Parmi les entrées, on pourra noter l'arrivée de l'ex-commissaire général de l'Office togolais des recettes Kodjo ADEDZE) à la tête d'un ministère au portefeuille élargi, celui du commerce, transports, industrie, développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale. Noël BATAKA, ex-coordonnateur de la cellule MIFA (fonds d'assurance agricole) est nouvellement nommé ministre de l'agriculture, de la production animale et halieutique.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Indicateurs Pays	Bénin	BF	CV	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
Population (M hab.)	11,4	19,5	0,5	25,6	2,2	13,3	1,7	19,5	4,0	19,3	16,3	8,0	121,3	992,6
Macroéconomie														
PIB (Mds\$)	10,5	14,3	2,0	45,9	2	11,5	1,5	17	5,2	9,5	24,2	5,3	128,6	1 645,3
PIB / Hab (\$)	923	734	3 622	1 791	740	865	852	892	1 310	489	1 485	668	1 060	1 658
Croissance PIB réel (%)	6,0	5,9	4,3	7,4	5,4	5,8	4,5	5,1	2,5	5,3	7,0	4,7	6,4	3,1
Inflation (%)	2,3	2,0	1,0	1,7	6,2	8,2	2,0	2,5	3,8	3,9	0,4	0,4	1,8	8,6
Finances Publiques														
Déficit public (%PIB)	-4,7	-5,0	-3,1	-3,8	-2,5	-2,2	-2,6	-3,3	0,2	-5,9	-3,5	-3,2	-4,0	-4,2
Dettes publiques (%PIB)	56,8	41,2	130,0	48,8	82,8	40,4	55,3	36,9	96,5	46,3	50,4	75,7	48,3	48,5
Pression fiscale (%PIB)	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4	14,8	20,0	14,9	18,7	17,4	16,2	-
Risque Pays ¹	B	C	B	B	-	C	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
Balance commerciale 2018 (%PIB)	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8	-4,3	-9,4	-12,0	-12,8	-19,6	-	-
Exportations françaises vers ² (MUSD)	207	283	30	1 334	9	194	5	374	205	170	856	344	3 573	11 015
Importations françaises depuis (MUSD) ²	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	11	43	270	99	18	1380	8 069
Balance courante (%PIB) 2018	-11	-9	-9	-5	-13	-21	-4	-7	-16	-16	-8	-9	-8	-3
Réserves de change (mois d'import) 2018	-	-	5	-	4	3	-	-	5	-	-	-	5	5
Aspects qualitatifs														
IDH (2018) ³	163	183	125	170	174	175	177	182	159	189	164	165	-	-
Doing Business (2019) ⁴	153	151	131	122	149	152	175	145	148	143	141	137	-	-
Environnement des affaires ⁵	C	C	C	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI / WEO / Articles IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Équité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque